

Rebonds

Le PS ne pourra contrer la capacité de nuisance des partis trotskistes qu'en apportant une réponse franche sur leur thème porteur: la mondialisation.

Le défi de la gauche extrême

par ZAKI LAÏDI

Il y a aujourd'hui pour la gauche démocratique un défi politique à relever. Ce défi, c'est celui de la gauche extrême dont l'objectif avéré est désormais de la faire perdre aux prochaines élections. Cette gauche a donc devant elle à gérer une situation comparable à celle qu'a eue à gérer la droite avec l'extrême droite. Même si ce parallèle a ses limites évidentes, il ne sert à rien de nier la réalité du problème à l'heure où la majorité plurielle est bel et bien menacée d'efflochement politique. L'extrême gauche ne constitue pas une force politique considérable. Et sa tendance profonde de surenchéir n'a d'égale que sa profonde tendance à se diviser. C'est donc avant tout une force de nuisance. De nuisance électorale, comme on l'a vu dans des municipales, mais plus encore d'intimidation idéologique. Ce point est essentiel. A l'heure où le PC lutte contre la mort, l'extrême gauche entre en scène pour reprendre le flambeau sur la base d'un principe simple: donner mauvaise conscience à la gauche non communiste en lui refusant de construire un espace social-démocrate entre la droite et la gauche extrême. Comme le PC d'hier, l'extrême gauche veut asphyxier toute vision réformiste. Ce pouvoir d'intimidation est à prendre au sérieux car il a culturellement influencé l'histoire du socialisme français. Certes, le communisme est mort et bien mort. Mais si les circonstances ne sont pas les mêmes, les procédés, eux, n'ont guère changé. L'extrême gauche a désormais trouvé, à travers sa dénonciation de la mondialisation, la divine surprise idéologique qui lui permet d'intimider la gauche.

Les néolibéraux comme l'extrême gauche ont ceci en commun de vouloir tout ramener à la mondialisation, ce qui montre à quel point cet enjeu est devenu un enjeu idéologique. Or, s'il y a un domaine où existe un cruel déficit pédagogique à gauche, c'est bien celui de la mondialisation. A la fois pour dire qu'il ne s'agit pas d'un cataclysme. Mais aussi pour insister sur le fait qu'il existe des possibilités d'agir sur elle, à condition, naturellement, de ne pas renouer avec les vieilleries du simple interventionnisme étatique.

Politiquement, l'élément le plus important est de dire que la mondialisation n'est qu'une nouvelle modalité du capitalisme, elle n'en

constitue pas pour autant un processus d'airain dont toutes les conséquences seraient gravées dans le marbre. Les faits sont d'ailleurs là. La protection sociale française n'a par exemple pas eu à souffrir de la mondialisation. Dans certains cas, elle s'est même renforcée, comme le montre le cas de la CMU (couverture maladie universelle). La mondialisation est et reste un processus politiquement ouvert. Le fait même qu'il donne lieu à d'amples contestations est bien la preuve qu'il s'agit d'un phénomène social sur lequel il est possible d'agir. Démonter le discours politique de l'extrême gauche est, pour la gauche, une priorité.

Il n'est malheureusement pas sûr que ce travail pédagogique soit véritablement mené. Et il est à cet égard surprenant de voir que la seule intervention du Premier ministre sur la mondialisation ait été menée à l'étranger. Plus regrettable encore est le fait que ce discours sur la mondialisation soit apparu déconnecté de l'Europe, alors que, s'il y a un sens à donner à l'Europe, c'est bien celui d'être un filtre de la mondialisation. L'Europe n'est au fond que l'expression d'une préférence collective face à la mondialisation.

Au service de cette stratégie d'intimidation, l'extrême gauche bénéficie de deux atouts. Le premier tient au fait que sa filiation trotskiste lui permet de se dégager de toute responsabilité politique vis-à-vis des échecs du communisme et du totalitarisme. Son antistalinisme, qui n'exclut pas le recours persistant à des pratiques totalitaires, comme chez Lutte ouvrière, la dispense de toute «repentance» et de tout «travail de mémoire». Naturellement, cette esquivance est habile. Ceci d'autant plus qu'une fraction de cette extrême gauche – la LCR – est fondamentalement antisouverainiste. Elle n'a donc pas à se forcer, par exemple, pour pénétrer ou nouer des mobilisations internationales de type Porto Alegre.

Le second atout de l'extrême gauche est de n'articuler son radicalisme à aucune sorte de projet politique. Certes, elle parle d'alternative à la «mondialisation libérale». Mais derrière les

mots, il n'y a à peu près rien. Il suffit d'ailleurs de fureter dans les écrits des théoriciens de cette mouvance pour prendre la mesure du gouffre abyssal qui sépare les références subtiles et érudites à Marx au caractère fruste de l'analyse sociologique contemporaine. La montée de l'individualisme, la différenciation des trajectoires, l'hétérogénéité des demandes et des attentes au sein d'une même classe sociale, sont totalement occultées ou mises sur le compte d'un déterminisme économique pour le moins contestable. En fait, toute protestation, contestation, dédresse sont systématiquement jugées porteuses d'une potentialité révolutionnaire.

De ce fait, les anciens dénonciateurs du capitalisme monopoliste d'Etat voient dans tout conservatisme catégoriel, fût-il porté par des syndicats corporatistes et réactionnaires, comme une dynamique «bonne à prendre». La manière dont SUD a fait alliance à la SNCF avec le syndicat des agents de conduite est sur ce point exemplaire. Car, ici encore, l'objectif est de sanctionner toute dérive réformiste – en l'occurrence celle de la CGT. De ce fait, on voit souvent l'extrême gauche bloquer dans de nombreux cas la recherche de solutions à l'amiable face à des licenciements, précisément parce que tout arrangement apparaît comme une trahison.

Paradoxalement, le fait que l'extrême gauche n'ait jamais de propositions réalistes à faire valoir, de projet à avancer, constitue pour elle un atout. Parce qu'elle sait qu'elle ne cherche pas à exercer des responsabilités politiques, et parce qu'elle sait

aussi que le grand soir n'est plus attendu par personne, elle fait de l'absence de projet clair un argument politique. Le projet clé en main est jugé dépassé. L'extrême gauche reprend à son compte un argument qu'elle dénonçait chez les socialistes quand ils disaient que le mouvement était tout. Sa propre vacuité politique est ainsi habilement travestie en droit d'inventaire du communisme. La perspective, c'est celle du mouvement anticapitaliste. Du même coup, le discours de classe s'est lui-même singulière-

ment atténué. Certes, on continue par conformisme à parler d'«accus ouvriers». Mais cet ouvriérisme n'est que de façade. La priorité est de rejouer les petits contre les gros. Le radicalisme idéologique n'exclut pas le flou doctrinaire. Comment la gauche peut-elle gérer cette nouvelle donne? Il faut tout d'abord prendre acte du fait que le PC est tendanciellement sur le point de disparaître. L'agonie sera certes plus ou moins longue. Mais croire que la majorité plurielle repartira comme en 1997 est un leurre. La gauche se trouvera en quelque sorte en prise directe avec l'extrême gauche. La question se posera alors de savoir s'il faut composer avec elle ou, au contraire, s'il y a incompatibilité politique et éthique avec une mouvance à qui le refus du réformisme sert d'étendard. Mais ce choix essentiel ne réglera cependant pas tout.

La vraie question est celle de savoir pourquoi, à la différence d'autres grands partis européens, le Parti socialiste continue à rester à un niveau assez bas, pourquoi il n'est au fond aujourd'hui qu'un syndicat politique d'élus. Il semble bloqué sur sa gauche par une perte de confiance des couches populaires. Mais, symétriquement, il ne parvient pas à gagner toute une frange urbaine individualiste, réformiste, européenne, parfaitement à l'aise avec l'économie de marché, une frange partiellement et provisoirement captée par les Verts.

Un tel blocage peut s'expliquer par l'hésitation du PS à se présenter explicitement comme un grand parti réformiste. De ce fait, il semble plus perméable et donc vulnérable à une intimidation de l'extrême gauche. La solution politique consisterait donc à assumer plus clairement certains choix. Sur les sujets de société, la gauche est parvenue à bouger, parce qu'elle a su faire œuvre de pédagogie. C'est par rapport aux enjeux de la mondialisation qu'elle doit mener un effort comparable, à condition bien sûr de les inscrire dans un cadre européen.

La progression de la gauche extrême doit donc être pour la gauche non pas le prétexte à une radicalisation verbale aux relents socio-mollettistes, mais l'occasion de s'imposer comme une grande force réformiste ●

Zaki Laïdi est chercheur au Ceri. Dernier ouvrage paru: «Le Sacre du présent» (Flammarion 2000).

Les atouts de l'extrême gauche: sa filiation trotskiste, qui la dispense de devoir de mémoire vis-à-vis du totalitarisme; et son radicalisme, qui ne s'articule à aucun projet politique.